

A propos des
"mesures progressistes"
d'un gouvernement
de front populaire

Nahuel Moreno

Présentation

L'article dans *Le Marxisme Vivant* n° 10 sur la stratégie révolutionnaire au Venezuela défend la thèse que "*tout soutien aux 'mesures progressistes', même quand on critique les mesures réactionnaires, constitue une politique opposée au léninisme*".¹ Cette affirmation, qui rejette la fameuse formule de Staline de "soutien aux mesures progressistes et rejet des négatives" du gouvernement de Kerenski, le premier gouvernement de front populaire de l'histoire, provoque une polémique avec des camarades d'autres courants trotskistes et il peut être utile de rappeler un débat sur ce thème dans d'autres circonstances, mené par Nahuel Moreno dans les années 80 contre le courant trotskiste de Pierre Lambert en France, lors de la victoire aux élections présidentielles de François Mitterrand.²

Moreno commence son écrit en résumant en sept points la pensée de Trotsky sur le Front Populaire.³ Il analyse alors ce que représente concrètement le gouvernement de Front Populaire de Mitterrand. Dans le troisième et le quatrième chapitre de son document, Moreno signale finalement deux écueils à éviter, le sectarisme et l'opportunisme. Après un bref rappel du contexte historique, nous reproduisons les premiers paragraphes du troisième chapitre, ainsi que le quatrième chapitre en entier.

Sauf deux références aux écrits de Trotsky y de Lénine, toutes les notes sont de la responsabilité des éditeurs de ces extraits.

¹ Page 40 dans l'édition en français

² Nahuel Moreno, *El gobierno de Mitterrand, sus perspectivas et nuestra política*. Le texte a été publié en septembre 1981 sous le pseudonyme de Miguel Capa. La politique envers le gouvernement Mitterrand a été le détonnant de la crise d'une unification éphémère entre la OCI, l'Organisation Communiste Internationaliste en France, dirigée par Pierre Lambert, et le courant qui est actuellement la LIT-QI, une unification que Moreno a considérée par après comme une erreur tactique. Voir la Thèse XVII des *Thèses de fondation de la LIT-QI*.

³ Voir l'article sur le Brésil dans *Le Marxisme Vivant* n° 6 - p. 52

Rappel historique

Le 10 mai 1981, François Mitterrand⁴ est élu Président de la République en France.

Il a sur son palmarès d'avoir participé à la Résistance contre l'occupation nazi (en fait, créant une organisation en marge des communistes, après avoir collaboré un certain temps avec le gouvernement de Vichy). Il a soutenu avec force la colonisation de l'Algérie ("l'Algérie, c'est la France"), mais il s'est opposé à De Gaulle lors de la création par ce dernier de la V^{ème} République. Lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, en 1962, il est le candidat de la Gauche qui récolte 10 millions de voix. Il part alors à la conquête du Parti Socialiste, dont il devient le chef incontournable dix ans plus tard. Selon lui, le Parti socialiste doit s'ancrer à gauche afin de pouvoir supplanter le Parti Communiste Français, ce qui ne l'empêche pas - bien au contraire - de conclure en 1972 le Programme commun de gouvernement avec les communistes et les radicaux de gauche. La mort de Pompidou en 1974 provoque de nouvelles élections présidentielles. Candidat de toute la gauche, Mitterrand échoue de peu face à Giscard d'Estaing. Sa tactique de s'associer au PCF afin de le supplanter est couronnée de succès quand le PS dépasse le PCF (qui rompt alors les accords) aux élections municipales de 1977, et le 10 mai 1981 il gagne les élections présidentielles, dans lesquelles un quart de l'électorat traditionnel du PC vote PS. Il a la majorité absolue au Parlement et quatre ministres du Parti Communiste participent au gouvernement.

Selon Moreno,⁵ le gouvernement Mitterrand est en dernière instance un effet retardé, sur le plan électoral, de la grande grève de 1968, qui a déclenché la crise du régime bonapartiste de la V^{ème} République mais n'a pas pu avancer plus loin à cause de la trahison du stalinisme et de la social-démocratie.

Mitterrand prend une série de "mesures progressistes", notamment la hausse du salaire minimum (SMIC), l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans, l'octroi d'une cinquième semaine de congés payés et la baisse de la durée du travail à 39 heures. Le gouvernement nationalise plusieurs grands groupes industriels et abolit la peine de mort. La presse est libéralisée et les radios libres voient le jour. Ce ne sont toutefois que quelques mesures, qui n'affectent pas l'essentiel d'une politique dure au service de la bourgeoisie. Ainsi, son Premier ministre peut faire savoir dans la presse bourgeoise que *"ce gouvernement est conscient que l'effort de solidarité nationale [...] ne doit pas être réalisé uniquement par les entreprises"*. Les nationalisations sont généreusement indemnisées. Et selon Le Monde, *"il faut remonter bien loin dans l'histoire des relations internationales d'après-guerre [...] pour rencontrer autant d'harmonie entre Paris, Londres et Washington, au moins concernant les relations avec Moscou"*.⁶

Déjà en 1986, Mitterrand est contraint à partager le pouvoir avec une majorité de droite au parlement et Jacques Chirac devient son Premier ministre. En 1988, il gagne de nouveau les élections présidentielles mais en 1993, la gauche perd encore une fois les élections législatives et en 1995 elle doit céder aussi le fauteuil présidentiel à Chirac. Mitterrand se retire alors de la politique.

⁴ Voir, par exemple, <http://pluriel.free.fr/Mitterrand.html> pour une biographie de Mitterrand.

⁵ Nahuel Moreno, *o.c.*, début du second chapitre.

⁶ Les deux citations de la presse sont reprises du texte de Moreno.

III. Sectarisme et Trotskisme

Tout nouveau phénomène provoque dans le mouvement marxiste révolutionnaire la réapparition inévitable du sectarisme et de l'opportunisme. Entre autres raisons, parce que les sectaires et les opportunistes se retrouvent unis par la même méthode, que Trotsky a définie quand il a dit: "La pensée opportuniste comme la pensée sectaire ont ce trait de commun, qu'elles extraient de la complexité des circonstances et des forces un ou deux facteurs qui leur paraissent les plus importants - et qui le sont parfois en fait - les isolent de la réalité complexe et leur attribuent une force sans limite ni restriction."⁷

Le choc entre le sectarisme et l'opportunisme apparaît, du point de vue méthodologique, par le fait que l'élément isolé par le sectaire est opposé à celui isolé par l'opportuniste. Aucun des deux ne se rend compte que les deux éléments font partie de la réalité.

Quel est l'élément que le sectaire isole face à un gouvernement de front populaire ? Qu'il s'agit d'un gouvernement bourgeois. Cette affirmation, élevée au-dessus du reste de la réalité, se transforme en ce que ce gouvernement est égal à tous les autres gouvernements bourgeois.

[...]

⁷ Trotsky, *Les ultra-gauche en général et les incurables en particulier - Quelques considérations théoriques* (29/09/1937) - Ed. de Broué vol. 15, p. 97

IV. Opportunisme et trotskisme

Mais le plus grand danger qui guette le mouvement révolutionnaire dans l'étape du gouvernement de front populaire est l'opportunisme. Le Parti Bolchevique y a été exposé face au gouvernement provisoire, avant l'arrivée Lénine, le mouvement trotskiste français face à Blum, et l'espagnol face à Largo Caballero-Negrín.⁸

Le gouvernement de front populaire étant toujours la conséquence d'un triomphe du mouvement ouvrier, il ouvre une étape dans laquelle celui-ci croit avoir le gouvernement de son côté et qu'on va résoudre les problèmes.

Il y a une ivresse généralisée, qui se filtre dans les rangs du mouvement révolutionnaire. Les dirigeants souffrent une pression encore plus grande et se confondent en général plus que la base, parce qu'ils font l'objet d'un travail de ramollissement de la part des dirigeants bureaucratiques au gouvernement.

Nous avons déjà vu que l'opportuniste, de même que ce le sectaire, se caractérise par l'abstraction qu'il fait de quelques éléments de la réalité, auxquels il donne une dimension exagérée et qu'il confond avec toute la réalité.

Quel est l'élément que l'opportuniste isole ? Les illusions ou les illusions supposées des masses.

La classe ouvrière a toujours une illusion malheureuse dans ses dirigeants bureaucratiques. Quand ceux-ci montent au gouvernement, initialement cette illusion se multiplie et se combine avec deux autres illusions, aussi néfastes ou plus néfastes encore que la précédente : les masses croient que le gouvernement est "*le sien*" et qu'il a cessé d'être son ennemi.

Les vieilles et les nouvelles croyances sont confirmées quand elles voient que la bourgeoisie haït ce gouvernement, s'y oppose et lui fait face. La grande illusion, inculquée nettement aux masses, est que son seul ennemi est la bourgeoisie.

L'opportuniste isole cette fausse conscience, généralement en l'exagérant, et formule toute ou presque toute sa politique dans l'accommodation à cette fausse conscience.

La bourgeoisie est-elle le seul ennemi ?

De cette manière, l'opportuniste se met à combattre uniquement la bourgeoisie, en suspendant la dénonciation des partis ouvriers contre-révolutionnaires et de leur gouvernement.

Cette analyse et cette politique sont erronées et dangereuses, parce que la raison d'être du trotskisme est de toujours faire face à deux ennemis mortels : à la bourgeoisie, dans l'ensemble de la société et avec la méthode de classe contre classe, et aux bureaucraties syndicales, social-démocrates et staliniennes, à l'intérieur de notre classe, où elles se sont incrustées comme caste parasitaire pour servir à la bourgeoisie.

⁸ Sous l'initiative de Maurice Thorez (PCF), un gouvernement de "Front Populaire" (l'expression est de Thorez) a été formé en mai 1936 en France, sous la direction de *Léon Blum* (SFIO). Il est resté jusqu'en 1938. *Largo Caballero* a été Président du Gouvernement de la République de front populaire en Espagne depuis février 1936 et son ministre des finances *Juan Negrín Lopez*, lui a succédé à partir de mai 1937.

Il s'agit de deux luttes qui, en réalité, sont deux faces d'une même monnaie, parce que le mouvement ouvrier ne pourra pas vaincre la bourgeoisie, aussi longtemps qu'il ne parvient pas à vaincre l'ennemi intérieur, perfide et sinistre.

Le sectaire simplifie la question en croyant qu'en montant au gouvernement, la bureaucratie se transforme en bourgeoisie ou se confond avec elle. Au lieu de dénoncer deux ennemis, il en dénonce un seul, sans distinguer que, bien qu'ils gouvernent ensemble, la bourgeoisie et la bureaucratie maintiennent des frottements, se font face et peuvent même arriver à la guerre civile, en maintenant leur identité, l'un comme la classe sociale dominante, et l'autre comme caste parasitaire du mouvement ouvrier.

Pour l'opportuniste, d'autre part, il ne reste aussi qu'un seul ennemi, la bourgeoisie. Il congèle la lutte contre la bureaucratie syndicale, stalinienne et social-démocrate, et se met à la considérer comme alliée, sûre ou instable mais alliée, contre la bourgeoisie. Sa politique réfléchit symétriquement l'illusion des masses. Et le pire est qu'il le fait, précisément au moment où les bureaucrates, le PS ou le PC, commencent à gouverner, et donc à s'exposer plus que jamais comme traîtres au service du capital.

C'est ainsi que, pour les opportunistes, la bureaucratie disparaît de la vie quotidienne, de sa presse et même des perspectives à long terme, étant transformée en alliée ou en fantôme sans importance, justement quand elle développe tout le poids de son rôle contre-révolutionnaire.

Quand gouverne le front populaire, les opportunistes répètent la même erreur, mais à un degré bien plus grave, que l'erreur qu'ils commettent généralement quand ils proposent le front unique aux organisations de la bureaucratie ouvrière et qu'au nom de ce front unique, ils cessent de la critiquer systématiquement.

Cela va contre le léninisme et le trotskisme, pour lesquels il y a toujours deux ennemis en même temps, bien qu'on les fait face avec des tactiques différentes. Quand nous nous unissons circonstanciellement avec la bureaucratie contre la bourgeoisie, même dans ce cas, nous ne cessons pas de dénoncer leurs capitulations.

L'OCI (u)⁹ a donné un bon exemple de cette politique trotskiste, avant le triomphe de Mitterrand : sans sectarisme, elle a proposé au PC l'unité avec le PS pour mettre Giscard en échec. Tandis qu'elle le faisait, elle a dénoncé minute après minute ses trahisons nationales et internationales.

C'est cela la double lutte trotskiste qu'il faut maintenir après que le PS et le PC montent au gouvernement. Il faut continuer à livrer contre les deux une lutte implacable, comme celle que l'OCI (u) a menée, avant les élections, contre le PC.

Et l'impérialisme ? Et les Forces Armées ?

L'opportuniste évapore la lutte contre les appareils bureaucratiques qui sont dans le gouvernement et se limite à une lutte économique et politique (plus économique que politique) contre la bourgeoisie.

Cette limitation conduit inévitablement à une autre: la bourgeoisie est réduite à un concept idéal et métaphysique, sans la considérer comme elle est vraiment : la propriétaire absolu du centre de l'état bourgeois, c'est-à-dire les forces armées, et la

⁹ Voir la note 2.

classe qui effectue, avec cette armée, l'exploitation non seulement du prolétariat métropolitain mais des colonies et semi-colonies.

On parle donc beaucoup de la "bourgeoisie" mais on ne souffle mot du fait qu'à Ottawa,¹⁰ le gouvernement s'est aligné avec le plan contre-révolutionnaire de Reagan, qu'on maintient l'armée coloniale et semi-coloniale et l'exploitation des peuples d'outre-mer et que la caste d'officiers de l'armée bourgeoise reste intacte et qu'on lui rend les honneurs et l'hommage.

De tout cela, du composant essentiel de la bourgeoisie française, l'opportuniste ne dit pas un mot. Le fait est que, en capitulant aux appareils bureaucratiques au gouvernement, l'opportuniste capitule finalement à sa base sociale - la petite bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière - qui reçoit les excédents de l'exploitation impérialiste.

Cela a toujours été ainsi avec toutes les déviations opportunistes. C'est pourquoi, il y a une preuve infaillible pour le vérifier. Prenons un courant opportuniste français, le plus typique que le trotskisme a donné, celui de Pablo,¹¹ et lisons sa presse : quel espace consacre-t-il quotidiennement à dénoncer l'impérialisme français et ses forces armées ?

La preuve est infaillible. Pablo ne combat pas l'impérialisme gaulois ni son armée. C'est un opportuniste classique. La même preuve peut être appliquée à tous les courants qui se réclament de la classe ouvrière, afin de déterminer quels sont ceux qui se sont embarquées dans le plus abject des opportunistes, celui de l'abandon de la lutte contre leur impérialisme et leur armée bourgeoise.

Un silence complice...

Depuis que Mitterrand est au gouvernement, l'opportuniste nous propose de ne pas se heurter contre les illusions des masses et, pour l'éviter, de nous taire en ce qui concerne le gouvernement, au moins pour le moment.

On sait bien que celui qui se tait donne raison. Cette position glisse dans la pratique vers celle de lui pardonner ses fautes au gouvernement. Par exemple, Pablo se tait ou ne fait aucune campagne pour dénoncer le fait que Mitterrand en personne a mis sa signature, au sommet d'Ottawa. Il ne dénonce pas non plus que c'est le gouvernement qui effectue de nouvelles interventions impérialistes et défend bec et ongles les forces armées françaises.

Tous les opportunistes opèrent de la même manière, ce qui les mène à rejeter la faute sur la bourgeoisie ou sur l'héritage de Giscard, quand le gouvernement augmente le prix de l'électricité, du gaz, du transport, de l'essence et, en général, augmente le coût de la vie et le chômage. Du gouvernement, ils n'en parlent pas ou ils le font elliptiquement et occasionnellement.

Pourquoi agissent-ils ainsi ? C'est très simple. Ils disent (ce qui est vrai) que les masses ont confiance dans le gouvernement et ne veulent pas lui faire face mais veulent dialoguer avec lui. Par conséquent, le parti révolutionnaire doit être le porte-parole de ce dialogue pour accompagner ainsi l'expérience des masses. Quand elles seront à un pas de découvrir que le gouvernement est contre-révolutionnaire (déjà

¹⁰ Le septième sommet officiel des sept pays les plus industrialisés, en juillet 1981.

¹¹ Voir la Thèse XVI des *Thèses de fondation de la LIT-QI*

dans les soviets et aux portes de la révolution), alors seulement nous énoncerons notre caractérisation du gouvernement pour qu'elles terminent de tirer la conclusion. C'est-à-dire, "*nous devons être un pas, seulement un pas, en avant des masses*".

C'est aussi simple que faux. Ils insistent à confondre les choses dans lesquelles nous avons l'obligation d'être très en avant des masses - la dénonciation, l'éducation, la propagande - avec celles où nous devons être collés à eux : les propositions pour l'action.

L'opportuniste ne fait ni l'un ni l'autre, ni propagande ni propositions pour l'action ; il se tait sur le gouvernement et renonce à construire le parti.

L'axe central de toute notre politique, dans cette époque de crise mondiale de l'impérialisme, concerne le gouvernement, le pouvoir.

Quand se met en place un front populaire, cette question du pouvoir tend rapidement à devenir *immédiate*, parce qu'on entre dans une étape supérieure, dans laquelle la réalité objective pose presque toujours le "*tout ou rien*". Ce n'est pas en vain que nous définissons le front populaire comme une "*dernière ressource*".

Quand gouverne le front populaire, les possibilités de triomphe tendent à être plus près que jamais, parfois à portée de la main. C'est-à-dire, la perspective s'ouvre que les masses, avec le parti révolutionnaire à la tête, renversent et remplacent le front populaire.

C'est pourquoi il devient indispensable de le démasquer jour après jour, et de préparer les travailleurs en vue de l'insurrection. Pour que les masses, avec leurs fausses illusions, puissent comprendre notre message, la politique révolutionnaire doit avoir deux aspects : l'explication, par le négatif, du caractère traître et contre-révolutionnaire du gouvernement, une explication qui doit être systématique, en profitant des multiples occasions pour cela, et le message, par le positif, de quel gouvernement nous proposons à sa place, même si d'emblée nous ne disons pas directement "*à bas le gouvernement actuel*".

Telles ont été les caractéristiques de la politique léniniste-trotskiste en ce qui concerne les fronts populaires, depuis Kerensky - le premier de l'espèce - jusqu'à nos jours.

Au début, les bolcheviques n'ont pas appelé à renverser le gouvernement provisoire russe de 1917. Mais depuis le premier jour, Lénine, avec un pied dans le train blindé, a proclamé "*aucune confiance en Kerensky*" et s'est mis à développer la campagne contre lui, en dénonçant sans pitié une par une toutes ses mesures contre-révolutionnaires, en dépit du fait que les bolcheviques étaient une petite minorité et que la confiance des masses dans le nouveau gouvernement était écrasante. A ce propos, Lénine ne s'est pas éloigné un pas des masses mais mille pas. Sa seule limite a été de ne pas appeler au renversement immédiat du gouvernement, tant que les masses ne partageaient pas son point de vue, et d'adapter soigneusement l'alternative de pouvoir - c'est-à-dire : la formulation par le positif de quel gouvernement nous voulons - aux circonstances changeantes. Dans ceci, oui, il est resté *collé* aux masses. Mais l'"*explication patiente*" de qu'il s'agissait d'un gouvernement contre-révolutionnaire - c'est-à-dire, la formulation par le négatif - a été entamée par Lénine dès le premier jour et il ne l'a pas abandonné jusqu'à la chute de ce gouvernement. Pour cela il a dû commencer par l'imposer à son propre parti, lequel il a menacé de

rompre s'il n'abandonnait pas le cours opportuniste qu'avait imposé, entre autres, Staline, en se taisant à propos du gouvernement et en soutenant ses mesures positives.

Trotsky a procédé d'une manière semblable, face au gouvernement Blum. Le premier numéro de *La Lutte Ouvrière*, périodique de la section française, a été clôturé par le front populaire. Sa lecture, ainsi que celle des exemplaires postérieurs, montre, principalement à travers les articles signés par Trotsky lui-même, la campagne de dénonciation du gouvernement et la proposition alternative de pouvoir, bien que sans appeler à se mobiliser contre ce gouvernement mais contre la bourgeoisie et l'impérialisme.

Evidemment, l'opportuniste, par exemple Pablo, peut montrer que dans telle page d'un tel numéro de son périodique il dit d'être "*pour le gouvernement ouvrier et paysan*" ou "*pour chasser les ministres bourgeois*". Pour Lénine et Trotsky il ne s'agit pas de cela, mais de mener des campagnes permanentes, de baser la politique sur la dénonciation du gouvernement de front populaire et sur la proposition positive d'un gouvernement différent.

Comme dit le proverbe : "*dis-moi qui t'accompagne et je te dirai qui tu es*". Nous pourrions le paraphraser en disant: "*dis-moi ce que tu dis tous les jours du gouvernement, dis-moi quel autre gouvernement tu proposes, et je te dirai ce que tu es*".

Le proverbe ainsi modifié et appliqué aux tendances ouvrières, y compris celles de notre mouvement, est une seconde preuve pour opportunistes, aussi infaillible que la première.

Mais il y a une troisième, également efficace. Celle des luttes ouvrières, qui ont déjà commencé à petite échelle. Sous le front populaire, plus que sous un gouvernement bourgeois "*normal*", toute lutte implique - directement ou indirectement - désobéir, contredire et jusqu'à affronter le gouvernement dans lequel prennent part les bureaucrates syndicaux.

L'opportuniste se trouve alors en mauvaise posture, parce qu'il ne veut pas attaquer le gouvernement ni les appareils bureaucratiques. Alors, il doit opter : il est avec les grèves ou il est avec le gouvernement.

Et là commencent ses problèmes. Il commence à suggérer, par exemple, qu'il ne faut pas faire des grèves mais des pétitions. Ou que les grèves sont mal orientées, parce qu'elles "*séparent*" les travailleurs du gouvernement.

Il suffit de suivre la presse ouvrière française pour faire la vérification : celui qui ne consacre pas l'espace principal au soutien inconditionnel aux luttes qui ont déjà commencé, comme partie de l'objectif de préparer et de propulser la "*première vague*"¹² et de se postuler comme la nouvelle direction révolutionnaire de cette dernière, est en train de pratiquer du pablisme, de l'opportunisme conséquent.

¹² Voici un extrait du deuxième chapitre du texte de Moreno:

Trotsky a analysé qu'avec la grande grève de 36 (et non avec le gouvernement Blum), a abouti la "*première vague*" et a commencé la révolution française. Il a appelé à préparer soigneusement la "*seconde vague*", en évitant des attitudes irréfléchies et précipitées du mouvement de masses. Cette seconde vague devrait mener à la grève générale insurrectionnelle et poser ouvertement le problème du pouvoir.

Aujourd'hui en France nous ne sommes pas en train de préparer la "*seconde vague*" mais à peine la "*première*". Il n'y a pas eu ici de grèves comme dans les années 36 ou 68. Le nouveau Blum est venu, mais sans l'occupation des usines. Et Mitterrand est arrivé au gouvernement, précisément pour prévenir et empêcher que les occupations se produisent.

La capitulation au gouvernement de front populaire s'étend, par sa propre dialectique, à tous les terrains. De fait, l'opportuniste cesse de se présenter comme une alternative devant les masses : il n'a rien de fondamentalement différent à proposer. Sans politique précise, avec des mots d'ordre erratiques, sans une propagande par le négatif et par le positif concernant la question du pouvoir, sans la préoccupation centrale de se mettre en première ligne des luttes annonciatrices de la "*première vague*", l'opportuniste mène non seulement à la démoralisation et à la confusion des cadres formés au long des années, mais aussi à l'abandon de la lutte positive pour la construction du parti.

Et c'est une double tragédie, parce que dans l'étape du front populaire, l'urgente construction du parti révolutionnaire avec influence de masses est plus que jamais nécessaire, et parce que, plus que jamais, se présente un terrain des plus favorable pour y arriver.

Aujourd'hui, en France, le PS a ligoté le PC - plongé dans la crise - au gouvernement. Hors du PC, à gauche, il y a tout le terrain dégagé pour un grand parti. Le trotskisme peut et doit rapidement l'occuper, avec une politique révolutionnaire.

L'opportuniste tend à détruire cette possibilité.

Comme d'habitude, l'opportuniste tend à perdre les plus grandes occasions.

... et un soutien honteux

Déjà embarqué dans sa carrière, l'opportuniste tombe facilement dans le soutien ouvert ou honteux au gouvernement. C'est un pas cohérent dans sa logique.

Comme il s'oriente par la loi absolue de ne pas heurter les masses, il va les heurter encore beaucoup moins quand elles fêtent une mesure qui paraît confirmer leurs espoirs et leurs illusions dans le gouvernement. Ce raisonnement le fait tomber dans la célèbre formule de Staline de soutien aux mesures progressistes et rejet des négatives. Lénine a dû déraciner cette orientation qui, de continuer, aurait frustré la révolution russe.

Trotsky a considéré cette formule stalinienne comme le plus vil et néfaste des opportunismes, parce que toutes les mesures du gouvernement, même celles qui sont apparemment "positives", sont au service de son plan contre-révolutionnaire. Ce qui est caractéristique de ce plan, est précisément d'utiliser les concessions - parfois toute une politique de concessions - pour démobiliser les masses et démonter la révolution.

Que devons nous faire, nous les révolutionnaires, face à des mesures "progressistes" adoptées par un gouvernement que les travailleurs considèrent comme "le leur" ?

Un exemple pour le clarifier

Il s'avère plus facile de le comprendre en comparant le pays avec une usine. Que faisons-nous quand, dans une entreprise, le directeur annonce, par exemple, qu'il a résolu d'installer une salle à manger gratuite ?

Il est évident qu'avec des mesures de ce genre, le patron prétend anticiper et dévier de possibles grèves ou mouvements.

Aucun révolutionnaire n'aurait l'idée de se mettre à distribuer un tract pour remercier le directeur haï en disant que c'est une mesure "progressiste".

Nous utiliserions la salle à manger mais "*nous demanderions plus*", d'abord parce que c'est insuffisant et deuxièmement parce que c'est une manœuvre pour que nous ne combattons pas. Nous expliquerions cela aux travailleurs, en alertant que la concession tricheuse du patron et son directeur filou signifie qu'ils vont nous enlever avec l'autre main ce qu'ils nous donnent avec la gauche. Par exemple, ils vont nous faire rester à travailler davantage d'heures, hors d'horaire.

Quand il s'agit d'un pays, nous faisons précisément la même chose. Face aux concessions énormes faites en Espagne par le roi Juan Carlos et le gouvernement Suárez,¹³ en donnant le vote et en légalisant nos syndicats et les partis ouvriers, nous agissons comme dans l'exemple de l'usine. Nous ne sortons pas avec un tract pour remercier le Roi. Nous dénonçons les traîtres staliniens et social-démocrates qui, eux, l'ont fait. Nous utilisons les concessions, c'est-à-dire, les syndicats et la légalité, pour continuer la lutte, bien qu'elles soient une manœuvre du franquisme et du Roi pour sauver leur régime.

Reprenant l'exemple de l'usine, il peut arriver que le patron, redoutant de tout perdre, se décide pour une manœuvre beaucoup plus risquée : s'arranger avec la direction bureaucratique du syndicat pour que le prochain directeur soit élu par les travailleurs, entre différents candidats du patron et un candidat désigné par la bureaucratie même. L'élection a lieu et c'est le vieux bureaucrate syndical, appelons-le Marcel Mitterrand, qui est désigné. Aussitôt installé, le bureaucrate-directeur ordonne de mettre en route la salle à manger gratuite.

Face à ce fait nouveau - que la salle à manger est accordée par le directeur élu par les travailleurs, et non par le directeur haï, qui était en place encore hier - les opportunistes sont perdus.

Toutefois, l'essence des relations sociales et de la manœuvre patronale est exactement la même que dans le cas précédent. L'entreprise capitaliste est la même, l'exploitation est égale ou plus dure qu'avant et l'objectif de la salle à manger est identique : que nous cessons de combattre. Qui plus est, derrière le nouveau directeur se dissimule le même objectif tricheur qu'avait le directeur précédent, de nous faire rester à travailler davantage d'heures sans les payer.

De sorte que nous, les révolutionnaires, nous n'avons aucune raison pour changer notre politique antérieure. Ce que nous ferons, obligatoirement, c'est de changer la manière dans laquelle nous continuerons à combattre l'entreprise, leur directeur bureaucratique, et ses manœuvres tricheurs.

Par exemple, nous ne traiterons peut-être pas ce Monsieur Mitterrand de filou, même s'il le mérite. Mais nous maintiendrons notre plan d'utiliser la concession et d'exiger plus, en appelant à combattre pour cela. Nous réclamerons qu'ils nous laissent contrôler les livres de comptabilité de l'entreprise bourgeoise que le nouveau directeur défend avec ferveur, que la salle à manger soit contrôlée par les travailleurs et que nos parents puissent y manger gratuitement. Qu'en outre, on ouvre une école pour nos enfants, etc.

Si ce Monsieur Mitterrand répond en disant que la situation de l'entreprise ne le permet pas, plus que jamais nous alerterons que lui, il est au service de l'entreprise et

¹³ Voir la note suivante.

qu'il refuse de montrer les livres comptables, ce qui nous permettrait d'établir la situation réelle et d'adopter des mesures en conséquence.

Arrivé le moment de l'assemblée ouvrière, nous établirons que : étant donné qu'ils ne nous laissent pas amener notre famille, qu'ils ne nous ouvrent pas l'école et ne nous montrent pas les livres, nous nous voyons obligés de ne pas voter la salle à manger, parce que c'est un écran du directeur, ce Monsieur Mitterrand, pour couvrir le patron.

Appliqué à un pays, nous, les révolutionnaires, nous devons faire la même chose. Si au lieu Juan Carlos-Suárez, les sauveteurs du franquisme avaient été Juan Carlos-Felipe González, au moyen de concessions préventives, l'essentiel de notre politique aurait du avoir été maintenu.¹⁴ Nous n'aurions pas du avoir fermé la bouche face à Felipe González, ni avoir considéré "progressistes" ses concessions tricheuses. Et si le secrétaire général de la social-démocratie espagnole avait signé l'Accord de la Moncloa¹⁵ non comme il l'a fait - comme chef de parti - mais comme Premier ministre, notre dénonciation aurait du avoir été aussi dure, si pas plus, qu'elle n'a été.

Sans le traiter de traître et de filou peut-être, nous aurions du le dénoncer comme un des deux plus grands contre-révolutionnaires ouvriers espagnols du moment, agent de la monarchie et du franquisme, le pire en ce moment, comme tête de gouvernement. C'est-à-dire, nous aurions du dire la même chose, bien que d'une autre forme mais plus systématiquement, que ce que nous avons dit de lui et de Carrillo, du PSOE et du PCE, quand ils n'étaient pas au gouvernement.

Une politique trotskiste

Les mesures "progressistes" d'un gouvernement bourgeois, qu'il soit de front populaire ou non, nous les utilisons ; jamais nous ne les soutenons. Et nous les défendons quand elles sont attaquées.

Les opportunistes confondent utilisation avec soutien. Le léninisme et le trotskisme ont toujours défendu les travailleurs, leurs organisations et leurs conquêtes, y compris les conquêtes indirectes, qui apparaissent comme concessions du gouvernement mais qui sont aussi produit de la lutte, actuelle ou potentielle. Cette défense est doublement obligatoire, quand le gouvernement et la bourgeoisie attaquent ces conquêtes ou quand la réaction prétend les écraser.

Cette façon d'agir n'a rien à voir avec le soutien aux mesures "positives" d'un gouvernement bourgeois de n'importe quel type. Nous ne soutenons pas, ne votons pas, ne remercions pas et ne disons pas que c'est un changement social, que le directeur Mitterrand accorde une salle à manger ou que le président Mitterrand décide les 39 heures hebdomadaires de travail. Nous utilisons ces mesures. Nous n'allons pas travailler 40 heures. Mais nous expliquons que les 39 sont tricheuses, que nous voulons les 35 et, spécialement, l'échelles mobiles d'heures de travail.

¹⁴ *Felipe Gonzales* et *Santiago Carillo* étaient à l'époque les dirigeants respectivement du PSOE (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol) et du PCE (Parti Communiste Espagnol). *Juan Carlos* a été intronisé comme Roi en 1975, deux jours après la mort du dictateur Franco. Après avoir maintenu pendant quelques mois un ami de la famille Franco comme Premier ministre, il offre la Présidence à *Adolfo Suarez*, de droite, qui accepte.

¹⁵ Le "Pacto de la Moncloa", de "paix sociale", a été imposé en 1977 en Espagne, grâce à la collaboration de la bureaucratie syndicale, en dépit des manifestations de centaines de milliers de travailleurs dans la rue.

Si demain la bourgeoisie, ses jaunes et ses partis, font une campagne dans les usines pour que nous travaillions à nouveau 40 heures, nous défendrons les 39. Nous pourrions même, en ce moment, dire que "nous soutenons" les 39, parce que le soutien a une signification différente.

Il en va de même avec le gouvernement de front populaire dans sa totalité. Si demain il y a un coup d'Etat, nous combattons à côté du gouvernement, contre le coup, pour tout ce que cela représente en ce moment : les concessions qu'il nous a données, que le mouvement ouvrier, les organisations ouvrières qui le soutiennent, ont arrachées.

Contre le coup d'Etat, nous défendons ce que pour les travailleurs représente Kerensky contre Kornilov ou Allende contre Pinochet. Ce que nous défendons, c'est la classe ouvrière et ses positions conquises.

Mais ni encore en ce moment nous cessons de dénoncer leur caractère contre-révolutionnaire et leur responsabilité directe pour l'attaque de la réaction.

C'est pourquoi, sept jours avant le coup d'Etat de Kornilov, quand les rumeurs de ce dernier étaient déjà massives, Lénine a écrit : "... *Il est difficile de croire qu'il peut y avoir entre les bolcheviques des imbéciles ou des filous tels qu'ils soient maintenant disposés à entrer dans un bloc avec les défensistes (...) Etant donnée la résolution explicite du Congrès, tout bolchevique qui arriverait à un accord avec les défensistes pour "donner accès" ou pour exprimer de manière indirecte de la confiance dans le gouvernement provisoire (lequel on défend, comme ils disent, contre les cosaques), serait évidemment expulsé du parti sans délai et de façon justifiée*".

Voilà la politique de Lénine, de la III^{ème} Internationale et de Trotsky. Contre Kerensky, ils ont défini les gouvernements ouvrier-bourgeois de front populaire publiquement comme "*une trahison continue contre les intérêts ouvriers*". Ils ont appelé à "*démontrer la fausseté absolue de toutes leurs promesses*", à "*les démasquer*" comme un "*gouvernement de capitalistes*" et "*impitoyablement devant les masses*", à "*n'affaiblir ni un millimètre notre hostilité*" envers eux et à "*condamner et dénoncer implacablement devant les masses tous les dirigeants qui font partie du front populaire*", parce que "*il s'agit de diriger avec une colère suprême les masses contre ses directions traîtres*", pour détruire "*leur croyance irrationnelle*" dans ces gouvernements, pour "*sortir les masses de la tromperie*" et construire notre parti révolutionnaire et la IV^{ème} Internationale.

Présentation	2
Rappel historique	3
III. Sectarisme et Trotskisme.....	4
IV. Opportunisme et trotskisme.....	5
La bourgeoisie est-elle le seul ennemi ?	5
Et l'impérialisme ? Et les Forces Armées ?	6
Un silence complice.....	7
... et un soutien honteux	10
Un exemple pour le clarifier.....	10
Une politique trotskiste	12